

# Iborra (PS): « La candidature de François Hollande est celle que les Français attendent »

La parlementaire socialiste et vice-présidente du Conseil régional est la seule députée de Haute-Garonne à défendre la candidature de François Hollande à la primaire.

**Pour les présidentielles de 2007, vous aviez soutenu la candidature de Ségolène Royal. Cette fois-ci, votre préférence ne va plus à Ségolène mais à François Hollande. Expliquez-nous ce choix.**

En 2007, j'ai considéré que la ligne politique de Ségolène était adaptée à la situation de l'époque et qu'elle était la mieux disposée à battre Nicolas Sarkozy. Ségolène se situait au-delà des stéréotypes, avançait des idées nouvelles qui bousculaient le Parti socialiste. J'ai estimé que cette proposition était celle dont nous avions besoin à gauche pour battre un Nicolas Sarkozy volontariste, iconoclaste, désireux de proposer une rupture. **Si l'on vous suit, c'est désormais François Hollande qui incarne au mieux le contrepoint de Nicolas Sarkozy?**

Je vais peut-être surprendre mais, au fond, bien que Ségolène affiche une attitude plus radicale, elle est très proche de François Hollande au plan des idées. Au-delà de cet aspect politique, François est un homme neuf. Il n'a jamais été ministre, on lui en fait d'ailleurs souvent grief. Il est également un homme plein de cohérence et profondément authentique. Telles sont les nécessités que le contexte actuel et les cinq années de sarkozysme imposent à notre besoin. Je crois profondément que sa candidature est celle que les Français attendent. **Les sondages, en tout cas, très favorables à votre champion, semblent l'attester. Au regard de cette tendance, doutez-vous des chances de succès de François Hollande lors des primaires citoyennes?**

Je suis confiante mais ma sérénité ne peut s'exempter d'un bémol. La formule des primaires telle que nous la proposons ce mois d'octobre est une première. Nous ne savons pas qui viendra voter. Par conséquent, il ne faut pas tomber dans le

*« Si je suis investie aux législatives, je démissionnerai tout de suite du Conseil régional »*

triumphalisme. Aussi, considérons-nous dans l'entourage de François Hollande, comme dans les autres camps d'ailleurs, qu'il est de grande nécessité de faire connaître les primaires, de donner un maximum d'information sur les conditions et lieux de vote. Cette communication est d'autant plus importante que du succès ou pas des primaires dépendra la suite de la campagne présidentielle. Une faible participation serait un handicap terrible avant la présidentielle et ne permettrait pas d'enclencher de véritable dynamique.



Monique Iborra est candidate à sa succession sur la 6<sup>e</sup> circonscription de Haute-Garonne pour les élections législatives de 2012.

**Avez-vous été tout de suite convaincue par le processus d'une primaire ouverte à l'ensemble des électeurs?**

Oui car je ne voulais surtout pas que 2007 et nos querelles internes se reproduisent. Le candidat qui sortira des urnes aura une assise bien plus solide par la population que par un congrès. Ce candidat ne pourra être contesté en interne.

**Après les primaires, vous serez candidate à l'investiture pour les élections législatives sur une 6<sup>e</sup> circonscription que vous avez gagnée en 2007. Quel bilan avez-vous à présenter?**

Je pense avoir rempli mon rôle en réussissant à concilier le travail législatif à Paris à ma pré-

**ler fonction parlementaire et mandat exécutif?**

J'appliquerai même la logique du mandat unique jusqu'au bout en allant plus loin que ce que prévoient nos statuts. Je pourrai me contenter de laisser ma vice-présidence et demeurer conseillère régionale. Mais j'abandonnerai totalement mon engagement régional. Et je vais encore plus loin: si je suis investie aux législatives par les militants en décembre prochain, je démissionnerai tout de suite du Conseil régional sans attendre de savoir si je serais élue ou pas.

**C'est une prise de risque...**

Je veux me consacrer à 100 % à la campagne électorale. Il faut du temps. Le redécoupage électoral de 2009 a totalement remodelé la géographie des circonscriptions. La 6<sup>e</sup> conserve 80 % des administrés actuels et intègre pour 20 % le secteur de Colomiers. Si les premiers me connaissent, je dois convaincre à Colomiers.

**Puisque l'on parle de Colomiers, il semble qu'une sorte de contestation, jusqu'au chahutage sur les marchés, s'agite à votre égard du côté de la mairie. Pouvez-vous nous éclairer?**

Non, il ne faut pas parler de contestation. Colomiers souhaite qu'une candidate de Colomiers (*l'adjointe au maire PS Karine Michelet-Traval, ndlr*) soit candidate. C'est la démocratie! Il y aura un choix à faire et il sera fait par les militants début décembre. Forcément pour l'heure, les identités pèsent et par conséquent s'expriment!

**Comment analysez-vous le résultat historique des sénatoriales de dimanche?**

Ce basculement à gauche est symptomatique du rejet de la réforme des collectivités locales au-delà de toute idéologie ou choix partisans par les élus locaux qui ont ainsi agi non pas dans la défense de leurs propres intérêts mais pour dénoncer la mise à mal de la démocratie.

**Vous démissionnez peut-être bientôt du Conseil régional. Que diriez-vous si vous deviez faire un dernier bilan de l'action de Martin Malvy?**

Globalement, la politique du gouvernement impacte lourdement nos possibilités surtout sur l'emploi et la formation, mes domaines de compétences à la Région. Il est donc plus difficile d'agir que par le passé. Je me félicite néanmoins de la volonté de Martin Malvy d'avoir malgré tout réussi à mettre en place un certain nombre de politiques structurantes. Et dans ce cadre mon champ d'activité reste au rang de priorité.

**Comment compose-t-il avec une majorité aussi plurielle?**

Il faut le dire, l'ambiance fut un peu tirée au début. C'est normal, il a fallu apprendre à se connaître et à travailler ensemble. Aujourd'hui, tout le monde a trouvé sa place et la majorité, sa vitesse de croisière. Nous fonctionnons en complémentarité et je dois dire que les écologistes nous apportent beaucoup.

PASCAL PALLAS  
ppallas@voixdumidi.fr

## LA SEMAINE POLITIQUE

TOULOUSE

### R. Bouscatel: « Pierre Cohen est sur la défensive »

Les élus d'opposition du groupe « Toulouse Métropole » à la mairie de Toulouse et à la communauté urbaine ont tenu leur conférence de rentrée, jeudi 22 septembre dernier. Autour de René Bouscatel (président du groupe à la mairie) et François Chollet (président à la Communauté urbaine), Marie Déqué, Chantal Dounot-Sobraques et Serge



Didier sont revenus sur les derniers mois de l'action de Pierre Cohen avec pour point d'ancrage, la conférence de presse du maire socialiste tenue récemment. « Je trouve, à la lecture des compte-rendus, que Pierre Cohen est sur la défensive sur tous les dossiers, estime René Bouscatel. Il n'a jamais été dans un constat de réalisation mais plutôt sur le contrepoint des critiques émises par l'opposition à son endroit ».

Le président Bouscatel a appuyé sur les travaux du centre-ville et particulièrement ceux concernant la rue Alsace-Lorraine. « L'organisation de ce chantier est invraisemblable. Je n'ai jamais vu cela. La sécurité du chantier est précaire, les piétons se mêlant aux engins de chantier, les gravats jonchant le sol... Le phasage nous semble également mauvais, ces travaux s'éternisant ».

François Chollet a développé le point de vue du groupe sur le dossier épineux des transports. « Nous assistons à un retour en arrière et c'est une grosse déception. Malgré le retour du Conseil général autour de la table, l'engagement financier va être réduit de moitié. J'ajoute que la conception de Pierre Cohen ne nous paraît pas intégrer l'échelle de l'agglomération. Nous croyons en la nécessité du développement rapide d'un axe Blagnac-Saint Orens. Tous les habitants le demandent! Une desserte du Cancéropôle nous paraît toute aussi urgente. Quand à la méthode d'incitation, nous ne pouvons que la déplorer. L'offre par le Bus à haut niveau de service (BHNS) n'est pas attractive. Le bus restera du bus! Il est hasardeux de vouloir limiter la voiture en centre-ville sans une attractivité efficace ».

### Pas d'opposition réunifiée

Spécialiste des questions liées à la culture et au patrimoine, Marie Déqué est longuement revenue sur « une priorisation sur la culture qui n'a pas été concrétisée. On réfléchit beaucoup mais on ne décide pas vraiment ». Elle a pointé du doigt la prison Saint-Michel pour laquelle « la ville ne fait rien pour défendre un projet culturel » ainsi que les dossiers en attente eux aussi de projets de décisions tels que Lagrave et la collection Dieuzaide.

Dans le domaine de la sécurité, Chantal Dounot-Sobraques relève « la prise d'un arrêté anti-alcool, la signature d'une charte sur la vie nocturne et la mise en place prochaine d'une brigade équestre, qui sont de bonnes choses », mais regrette que dans la rue Bayard, « ce soient des patrouilles d'agents privés qui fassent la police, ce que nous condamnons fermement ».

La récente visite toulousaine de Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP a été largement commentée. La réunification du groupe Toulouse Métropole avec le groupe de Jean-Luc Moudenc demandée par Jean-François Copé n'est pas du goût des cinq élus qui avait quitté l'ancien maire de Toulouse l'hiver dernier. « Notre départ avait une double raison. D'une part, nous ne supportons plus Jean-Luc Moudenc qui ne consultait plus personne et prenait toutes les décisions seul. Deuxièmement, nous estimions que Jean-Luc Moudenc faisait une grave erreur politique en briguant la présidence de l'UMP 31. Cette stratégie ne nous a pas semblé la bonne pour la conquête du Capitole. Il n'est pas question pour nous de revenir sur la création de notre entité. Par contre, l'idée de constituer un inter-groupe n'est pas pour nous déplaire », a révélé Serge Didier.

La question des municipales de 2014 n'a pas été éludée par cinq élus pas favorables à une candidature de Jean-Luc Moudenc. Toutefois, « le sujet n'est pour l'instant à l'ordre du jour. Nous en discuterons en temps voulu », a précisé René Bouscatel, que certaines feuilles locales annoncent d'ores et déjà comme candidat en 2014.

P. P.



Invite Jean Glavany

Samedi 1<sup>er</sup> octobre à 12 heures dans son émission bimestrielle **Politiquement votre**, Kader reçoit l'ancien ministre Jean Glavany, député PS des Hautes-Pyrénées. Sur Campus FM (94.0) ou en direct sur <http://www.campusfm.fr>. L'émission sera disponible à la réécoute sur <http://www.politiquement-votre.fr/>